

PRÉFECTURE DE LA MARNE

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES**

*Bureau de l'environnement
et du développement durable*

3D.3B/CP

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
à l'encontre de la Communauté d'Agglomération
de Reims – Reims Métropole
Site TRIVALFER à REIMS**

**le préfet
de la région Champagne Ardenne
préfet du département de la Marne**

INSTALLATION CLASSEE
N° 2009-MD-111-IC

VU :

- le code de l'environnement et notamment l'article L514-1,
- l'arrêté préfectoral n° 2003-A-124-IC du 6 novembre 2003, autorisant la Communauté de Communes de l'Agglomération de REIMS (CCAR) à exploiter un centre de tri de déchets ménagers et une plate forme de valorisation des mâchefers dénommée TRIVALFER, sur le territoire de la commune de REIMS, ZAC St Léonard,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2007-APC-044-IC du 13 juin 2007, désignant comme exploitant du site la Communauté d'Agglomération de Reims (CAR),
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-APC-111-IC du 6 août 2008, modifiant les conditions d'exploitation du site (extension du bâtiment abritant le centre de tri de déchets ménagers),
- la lettre de l'exploitant du 26 juin 2009, en réponse aux constats faits lors de la visite d'inspection,
- le rapport de l'inspection des installations classées faisant suite à l'inspection du site le 16 juin 2009,

CONSIDÉRANT que :

- que la visite d'inspection du 16 juin 2009 a permis de constater que l'exploitant ne respecte pas certains articles de son arrêté préfectoral d'autorisation du 6 novembre 2003 et notamment :
 - a) l'article 1.7 : des balles de déchets sont stockées à l'extérieur du bâtiment,
 - b) les articles 1.7 et 5.6 : les lixiviats issus des stockages de mâchefers ne sont pas réutilisés en circuit fermé,
 - c) l'article 27.4 : les installations électriques du centre de tri ne sont pas maintenues en bon état,

SUR proposition de Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne Ardenne,

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

La Communauté d'Agglomération de Reims – Reims Métropole, dont le siège social se situe Hôtel de Ville à REIMS, est mise en demeure de respecter, pour son site dénommé TRIVALFER, dans les délais indiqués à l'article 2, les prescriptions suivantes de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 novembre 2003 :

Article 1.7 :

«Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.[...]Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation, à leur voisinage, ou extension entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.»

Article 5.6 :

«Les casiers de réception et de stockage des mâchefers (y compris en attente de commercialisation) disposent d'une cuvette de rétention reliée à un réseau de récupération des lixiviats. Ce réseau comporte notamment une cuve tampon de 20 m³ à partir de laquelle les effluents récupérés sont envoyés en aspersion sur les mâchefers (fonctionnement en circuit fermé). Cette cuve recueille également les lixiviats drainés à la surface de la géomembrane ainsi que les éventuelles eaux de lavage des outils».

Article 27.4 :

«Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origines. Les installations électriques sont contrôlées conformément à l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.»

Article 2 :

La Communauté d'Agglomération de Reims – Reims Métropole est tenue de mettre son site dénommé TRIVALFER, situé sur le territoire de la commune de REIMS, ZAC St Léonard, en conformité aux prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2003-A-124-IC du 6 novembre 2003 visées à l'article 1 **sous 1 mois**.

Article 3 :

Faute pour l'exploitant d'obtempérer, les mesures prévues aux articles L.514.1 et L.514.2, livre V, titre I du code de l'environnement pourront être mises en œuvre.

Article 4:

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5:

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Ecologie et du Développement Durable et de la Mer, direction

de la prévention des pollutions et des risques, service de l'environnement industriel, bureau du contentieux, Arche Paroi Nord – 92055 LA DEFENSE CEDEX, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Chalons en Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 - Chalons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux

Article 6:

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne et l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information au directeur départemental de l'équipement, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, au directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, ainsi qu'à Mme le maire de REIMS qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la Communauté d'Agglomération de Reims – Reims Métropole.

Mme le maire de REIMS procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, elle dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la préfecture de la Marne.

Châlons en Champagne, le 30 juillet 2009

**Le Préfet,
pour le préfet,
le secrétaire général,**


Alain CARTON

